

Pourquoi l'UJR soutient la campagne BDS

La cause palestinienne est emblématique de la résistance des peuples contre le colonialisme et l'impérialisme. Le peuple palestinien se bat pour exister en tant que peuple sur sa terre d'origine. Une grande partie de la jeunesse populaire de notre pays s'identifie à la lutte de ce peuple et de sa jeunesse, elle brandit son drapeau dans les manifestations et se couvre avec son keffieh. Dans cette contribution, l'UJR (Union des Jeunes Révolutionnaires) explique pourquoi et sur quelles bases elle soutient la cause palestinienne.

Amalgames idéologiques

Ceux qui se solidarisent avec la lutte nationale du peuple palestinien contre la barbarie coloniale sont souvent accusés par ceux qui soutiennent l'État israélien d'être antisémites. Nous dénonçons cet amalgame entre "antisémitisme" et "antisionisme".

Le terme d'antisémitisme désigne un acte raciste qui se définit par la haine contre les Juifs parce qu'ils sont juifs. Il ne peut être confondu avec l'antisionisme.

L'antisionisme, c'est l'opposition à un mouvement politique, le sionisme, qui défend l'idée d'un État juif en Palestine et qui, pour parvenir à ses fins, occupe et martyrise le peuple palestinien. La critique contre les sionistes est une critique politique et idéologique qui rejoint le combat contre le colonialisme et la domination impérialiste, qui n'est en aucun cas lié à la couleur de peau ou à la religion. Un antisioniste n'est pas un antisémite !

L'amalgame entre ces deux concepts rejoint la propagande sur le "choc des civilisations" développée par les idéologues de la réaction. Dans la logique de cette théorie réactionnaire, le conflit arabo-israélien est considéré comme un conflit entre deux entités culturelles et religieuses et non pas comme un conflit entre une force colonialiste, d'occupation, alliée à l'impérialisme américain et européen et un peuple dominé et spolié.

La confusion est également entretenue par des gens comme Dieudonné. Cet "humoriste", qui a déclenché la polémique autour de ses spectacles, se présente comme un "anti-système" et comme un antisioniste et, pour cela, connaît un certain succès auprès de certains jeunes. Mais il ne fait, lui aussi, qu'alimenter l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme en développant des propos et gestes qui renvoient de façon implicite à l'idéologie nazie et donc antisémite. Faire croire aux jeunes des quartiers populaires que ce conflit est lié à des questions de religions et de cultures ne fait que renforcer l'idéologie dominante et ne la combat en aucune façon.

L'UJR se distingue radicalement de ces courants racistes et antisémites. Dans ses axes de mobilisation discutés et adoptés en novembre 2012 il est écrit à propos du conflit israélo-palestinien :

"Financer cette guerre impose de terribles sacrifices au peuple israélien qui connaît une pauvreté et un chômage croissant. Nous saluons les forces progressistes israéliennes qui luttent contre la politique de casse sociale et de colonisation des territoires occupés par les gouvernements réactionnaires qui se succèdent en

Israël. Aujourd'hui, ce gouvernement, en position géographique stratégique, prépare une guerre contre l'Iran, créant un climat de tension internationale très pesant. Nous dénonçons le soutien que la France et l'Union Européenne apportent à l'État d'Israël et à ses entreprises criminelles".

Résistance populaire et solidarité : l'exemple du BDS

Depuis 1917, le peuple palestinien n'a pas cessé de résister par tous les moyens possibles au colonialisme et à l'occupation : résistance armée, politique et culturelle. L'un des exemples marquants de la résistance du peuple palestinien et de sa jeunesse est l'"Intifada" de 1987 (appelée première Intifada) où un soulèvement populaire palestinien a éclaté contre l'occupation israélienne. Ce soulèvement a été suivi en 2000 d'une deuxième Intifada, dans un autre contexte politique.

Un autre exemple plus récent de résistance, c'est la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) qui a été lancée par des militants palestiniens en 2005, suite à des dizaines d'années de lutte contre Israël et sa politique d'apartheid. Voici un extrait de l'appel lancé par le mouvement : *"Les Palestiniens font appel aux citoyens de conscience du monde afin que prenne fin le plus long conflit de l'histoire récente, en leur demandant de boycotter tous les produits israéliens, mais aussi de pratiquer un boycott sportif, culturel et universitaire. Ils nous demandent également de faire pression sur les entreprises étran-*

gères, notamment européennes, afin qu'elles arrêtent leur collaboration avec cet État" (Site de BDS France : www.bdsfrance.org).

Ce mouvement a pris une ampleur internationale très intéressante et notamment en France. A Mulhouse, 12 militants du BDS ont été traduits devant les tribunaux pour avoir simplement distribué un tract devant un magasin Carrefour, appelant au boycott de l'État d'Israël. Ceci montre clairement l'instrumentalisation de la justice française sous la pression des sionistes et des monopoles capitalistes qui tirent profit de leurs relations économiques avec l'État d'Israël.

L'UJR soutient la cause palestinienne

Nous affirmons clairement que : *"Nous sommes solidaires et soutenons avec force le peuple palestinien qui lutte pour sa dignité et ses droits nationaux. Le conflit israélo-palestinien illustre trop tristement ce dont les grandes puissances impérialistes sont capables pour garder avec l'État d'Israël un allié privilégié dans la région : opprimer le peuple palestinien, lui refuser un État, lui confisquer ses terres et détruire son économie et sa culture pour mieux le faire partir ! Nous sommes aux côtés du peuple palestinien qui résiste."* (Extrait Analyses et axes de mobilisation - UJR - Nov. 2012)

C'est pourquoi aujourd'hui nous soutenons le mouvement BDS et nous saluons ses militants. Nous défendons la liberté d'expression pour les militants de la cause palestinienne, leur droit à dénoncer la politique sioniste de l'État d'Israël. ★

Communiqué de l'UJR

Assez de précarité, assez d'austérité !

Les résultats des élections municipales sont une sanction sévère contre le gouvernement et sa politique libérale. Près de 40 % des électeurs ne se sont pas déplacés pour aller voter, notamment chez les jeunes où l'abstention dépasse les 50 %. Et c'est sans compter une partie importante des classes populaires qui n'a pas le droit de vote.

Pour répondre à cette défaite politique, le gouvernement persiste à vouloir servir le patronat. Hollande a nommé comme nouveau Premier ministre le représentant le plus à droite du PS : Manuel Valls, celui-là même que nous avons combattu en tant que ministre de l'Intérieur, notamment pour ses propos vis-à-vis des Roms et les expulsions

de lycéens et de jeunes en formation. Il a annoncé un "gouvernement de combat". Mais tout le monde devine bien qu'il s'agit d'un gouvernement de combat contre les travailleurs et les jeunes.

Contre ce gouvernement, qui a annoncé être en continuité avec le précédent, l'UJR appelle à renforcer la marche nationale du 12 avril à Paris,

au côté d'associations, de syndicats et de partis politiques. C'est l'occasion de reprendre la rue à la droite et à l'extrême droite et de dire : "Maintenant ça suffit !"

L'UJR sera présente avec son cortège et ses mots d'ordre.

Paris, le 6 avril 2014
Union de Jeunes
Révolutionnaires